

« L'enjeu, c'est d'arrêter de faire des ghettos »

■ En 1998, dans son rapport « *Demain la ville* » Jean-Pierre Sueur, maire (PS) d'Orléans, prônait un traitement de choc pour reconstruire la ville en dix ans.



« La Tribune ». — Vous avez régulièrement dénoncé le manque de moyens alloués à la politique de la ville. Comment jugez-vous les mesures annoncées hier par le Premier ministre, lors du comité interministériel des villes ?

Jean-Pierre Sueur. — Incontestablement, un coup de rein est donné pour une nouvelle étape de la politique de la ville. C'était indispensable. Parmi toutes les mesures annoncées hier, la plus im-

portante, selon moi, concerne la politique de restructuration urbaine des quartiers en difficulté. Le gouvernement entend favoriser cette politique avec, notamment, les grands projets de ville (GPV), et la prise en charge à 50 % par l'Etat des opérations de démolition-reconstruction. Cela va permettre d'accélérer le mouvement de renouveau urbain.

Dans votre rapport « *Demain la ville* », vous avez stigmatisé le dispositif de zonage des quartiers par niveaux de difficulté. Vous semblez avoir, enfin, été entendu...

■ L'enjeu, c'est bien d'arrêter de faire des ghettos. Il faudra donc veiller à ce que la restructuration du tissu urbain ne se fasse pas seulement à l'intérieur du périmètre des seuls quartiers en difficulté. Cette restructuration doit concerner l'ensemble du territoire des agglomérations où il faut faire du



Jean-Pierre Sueur, également président de l'Association des maires des grandes villes, approuve la politique de restructuration urbaine des quartiers.

neuf, rebâtir, reconstruire, refaire de l'urbain. Je me réjouis que l'on s'écarte des zonages stigmatisants au profit de vraies poli-

tiques d'agglomération. Les grands projets de ville comme les contrats de ville doivent s'étendre aux dimensions des agglomérations.

Les moyens vous paraissent-ils suffisants pour mener à bien cette nécessaire revitalisation des quartiers en difficulté ?

■ Les moyens annoncés sont nécessaires. Il sont plus importants que ceux qui avaient été attribués dans le passé. Mais ils ne seront pas encore suffisants. Il faudra y ajouter l'apport financier des régions, des départements et des agglomérations pour parvenir à une vraie mobilisation nationale, pour reconstruire les quartiers en difficulté sur des aires urbaines beaucoup plus larges. C'est pourquoi, selon moi, le contrat de ville et le contrat d'agglomération doivent relever de la même démarche. C'est ce que

nous comptons faire à Orléans. Il n'y a aucun sens à avoir d'un côté un document de réparation sociale appelé contrat de ville et de l'autre côté un projet urbain appelé contrat d'agglomération. Le grand projet de ville, c'est un projet de régénération urbaine de toute une agglomération pour mettre fin aux ghettos.

Croyez-vous au succès de cette « deuxième étape » de la politique de la ville ?

■ Je crois sincèrement au succès de la politique de renouvellement urbain, à condition que celle-ci soit menée dans le cadre d'une démarche globale. Dans les quartiers en difficulté, où il n'y a que de l'habitat, il faut dédensifier, changer la nature de l'habitat, et, surtout, introduire de nouvelles fonctions en facilitant l'implantation d'activités commerciales, économiques, culturelles.

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL GATEAUX